

CIBLE

Europe

Dans un manifeste, le R.P.R. se prononce « pour l'union des Etats d'Europe » contre le fédéralisme à fondement technocratique qui est la doctrine officielle de Bruxelles.

De l'appel de Cochin contre le « parti de l'étranger » à la liste d'union conduite par M. Giscard d'Estaing aux élections européennes de 1989, en passant par la ratification de l'Acte unique en 1987, le parti de J. Chirac a tellement varié dans ses positions qu'on hésitera encore longtemps avant de regarder ce manifeste comme l'expression d'une conviction fondamentale.

Il est donc souhaitable que le R.P.R. situe son analyse hors des manœuvres internes à la droite, afin que se développe un débat sur deux points décisifs : qu'en est-il de la nation française et son Etat si l'Europe résulte de la volonté d'une bureaucratie branchée sur les régions ? Peut-on réduire l'Europe à douze pays, riches pour la plupart, sans créer une nouvelle séparation sur le continent ?

ECONOMIE

Les pièges de la routine

Banlieues

**Un projet
pour la ville**

(p. 2)

Danger

**Réformer
la Constitution ?**

(p. 12)

M 2242 - 548 - 14,00 F



Urgence

Aux assises de Banlieue 89

Quant au succès médiatique, celui obtenu par Roland Castro et son équipe fut incontestable. Mais l'important pour eux n'était pas d'être dans l'actualité, à la manière dont certains se font un « coup de pub », mais de répondre à l'actualité et plus précisément encore à l'urgence. Or une réponse immédiate, cohérente, manifestement pensée, cela se prépare longuement. Tel est l'avantage, non pas stratégique, mais politique de Banlieue 89 : avoir fait depuis plusieurs années la critique de l'anti-urbanisme contemporain, avoir travaillé depuis plusieurs années sur le terrain, en accumulant une réflexion et une expérience qui permettent d'aller plus loin, en rassemblant, comme l'a dit Roland Castro, des élus, des architectes, des citoyens qu'il a définis comme des « gens d'émotion, gens de passion, gens de savoir ».

Tous ceux-là ne se satisfont pas de ce qui est : « Le pays », a poursuivi le Délégué à la Rénovation des Banlieues en s'adressant au président de la République, « souffre d'un déficit d'émotion. J'ai employé à dessein le terme déficit pour pointer le drame sémantique que nous vivons : nous ne connaissons plus que les mots de

Concevoir et mettre en oeuvre un projet pour la ville, auquel la colère des banlieues donne une brûlante actualité : tel était l'enjeu des troisièmes assises de Banlieues 89, tenues les 4 et 5 décembre derniers.



■ Roland Castro

l'économie pour dire l'essentiel : la vie des citoyens, leur souffrance ou leur joie ». D'où l'attente d'un « réveil de la passion, de la politique » sur le plan national comme dans les municipalités afin que les réformes législatives indispensables soient entreprises selon le savoir architectural, urbain et social qui a été accumulé : « dans les villes où des projets ambitieux ont été réalisés, projets culturels, urbains, sociaux, où l'on valorise la présence des émigrés plutôt que de les rejeter, le vote d'extrême

droite est plus faible que la moyenne et l'abstention moins grande ».

Invité à ouvrir les Assises, le président de la République a dessiné, une heure durant, les grandes orientations d'une politique de la ville.

Très réservé quant au ministère de la ville que Roland Castro réclame, François Mitterrand a cependant souhaité qu'un membre du gouvernement, placé auprès du premier ministre soit responsable du développement urbain. Plaidant d'une manière plus générale pour l'unité de commandement, il a d'autre part annoncé qu'un fonctionnaire, disposant d'un budget, serait placé auprès de chaque préfet pour prendre en charge les questions urbaines et que, dans chaque quartier, « un responsable pour l'Etat travaillera en coordination avec le chef du projet communal » dans les quatre cents quartiers prioritaires. Le chef de l'Etat a ensuite insisté sur la nécessité d'une redistribution des services publics (poste, sécurité sociale, école, commissariat), pour une plus forte présence des entreprises dans les quar-

tiers sensibles afin d'y créer des emplois, et pour un développement de l'arsenal législatif : loi sur la maîtrise foncière, qui devrait être examinée par le Parlement lors de sa prochaine session, et loi sur la dotation globale de fonctionnement des communes (sommes versées aux municipalités par l'Etat) afin qu'il y ait une meilleure répartition entre les communes riches et les communes pauvres. Comme dit l'association France Plus, « il est temps que Neuilly soit en mesure de payer pour Nanterre »...

Deux jours durant, les participants des Assises ont réfléchi à la manière d'en finir avec les grands ensembles, ont approfondi la définition de la « ville républicaine » (la citoyenneté, le travail en ville, la beauté, le concept de « ville-Monde ») et envisagé la civilisation urbaine avant d'adopter une Déclaration du Droit à l'urbanité et d'entendre le discours de clôture du premier ministre. Trop de thèmes, trop d'idées, trop d'interventions pour qu'on puisse tenter une synthèse immédiate. Qu'importe, puisque c'est Roland Castro lui-même qui nous fera part de ses conclusions, au « Mercredi de la NAR » du 19 décembre...

Y. LANDEVENNEC

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Aux assises de Banlieue 89 - p. 3 : Nature de la crise - Un réflexe d'intolérance - p. 4 : Le Luxembourg à la proue de l'Europe - p. 5 : L'Angleterre n'est plus une île - p. 6/7 : Limites et dangers de l'orthodoxie économique - p. 8 : Zéro - Victor Serge - p. 9 : Michelet visionnaire de l'Histoire - p. 10 : Deniau romancier - Junger - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Réformer la Constitution ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Socialistes

Nature de la crise

Entrons-nous dans une crise de régime ? Il s'agit plutôt d'une crise de l'autorité gouvernementale doublée d'une crise du parti dominant.



Pour qu'il y ait la crise de régime annoncée par certains journalistes, il faudrait que les institutions vacillent, que l'autorité du chef de l'Etat soit compromise, et qu'une contestation politique sérieuse permette d'envisager une alternative. Tel n'est pas le cas. Les institutions de la 5^e République bénéficient d'une adhésion très large, le rôle du président n'est pas radicalement contesté et les oppositions seraient bien en peine d'assurer la relève. Cela ne signifie pas que les choses aillent pour le mieux :

- Il y a indéniablement une crise de l'autorité gouvernementale. Affaibli par la bataille de la censure, secoué par un mouvement lycéen face auquel il fut très absent, incapable de se faire obéir par certains de ses ministres, Michel Rocard apparaît comme un premier ministre en sursis. Ce qui ne facilite pas la conduite quotidienne des affaires, quelques soient par ailleurs les intentions du chef de l'Etat. - Il y a aussi une crise manifeste du parti socialiste. Incapable de surmonter le choc du congrès de Rennes, le P.S. a donné ces dernières semaines un spectacle pour le moins déroutant : mise en cause du rôle de F. Mitterrand par un haut responsable, confusion et fronde parlementaire ani-

mée par les amis de Jean-Pierre Chevènement lors du débat sur la notion de peuple corse, sans oublier les vaines « affaires » dont le P.S. ne parvient pas à se dépêtrer...

Réunie début décembre, la Convention nationale du Parti socialiste aura du moins réussi à faire baisser de quelques degrés la récente poussée de fièvre. D'une part, la référence au président de la République a été fortement soulignée par Pierre Mauroy : vérité d'évidence, mais qu'il était bon de rappeler à ceux qui se comportent comme si le chef de l'Etat était en fin de mandat en oubliant son rôle déterminant, hier comme aujourd'hui.

D'autre part, la Convention socialiste a poursuivi sa réflexion sur la définition d'un nouveau projet. Tandis que la consultation d'intellectuels et de personnalités de diverses tendances se poursuit, les militants socialistes sont maintenant conviés à la réflexion collective. Sans préjuger du résultat, il faut dire que c'est là une bonne méthode : pas d'avenir, pour un parti quel qu'il soit, sans une réflexion approfondie d'où peut naître ce projet cohérent qui, depuis tant d'années, fait défaut aux socialistes.

Annette DELRANCK

France unie

Un réflexe d'intolérance

Invitée par Jean-Pierre Soisson à rejoindre la «France unie», la Nouvelle Action royaliste en serait-elle exclue par la seule volonté du M.R.G. ?

Dans un texte de présentation largement diffusé, la «France unie» affirme sa volonté de «tenir les promesses de l'ouverture», de «diversifier la majorité présidentielle», d'«affirmer sans ambiguïté le refus de l'intolérance». Excellent programme que M. Zuccarelli, président du Mouvement des Radicaux de gauche et président de l'amicale parlementaire de «France unie» a contredit point par point en exprimant son «refus formel d'accepter la Nouvelle Action royaliste» au sein du mouvement qu'anime Jean-Pierre Soisson.

Motif ? La «France unie» est «jusqu'à plus ample informé un mouvement républicain»... qui aurait décidé d'écarter la NAR lors d'une réunion de sa coordination nationale. Sans verser dans la polémique, il importe de souligner que l'attitude de M. Zuccarelli n'est justifiable ni sur le fond ni sur la forme :

Il est évidemment intenable de se réclamer des objectifs de la «France unie» tout en rejetant un mouvement politique qui n'a cessé de soutenir, depuis 1981, l'action du chef de l'Etat.

Pour que la contradiction ne soit pas trop criante, M. Zuccarelli introduit le critère «républicain» qui exclurait de facto les royalistes. L'ennui est que ce critère est d'une grande imprécision. Sur le plan des institutions politiques, le président du M.R.G. fait-il référence à la dictature du Comité de Salut public, au régime présidentiel de la II^e République, au régime parlementaire de la III^e République et de la IV^e République, ou bien à la Constitution de la V^e République dans la-

quelle les radicaux ont vu un «pouvoir personnel» avant de s'y rallier ? Mystère...

Même flou sur le plan des alliances puisque l'histoire montre que les communistes - naguère partisans de la dictature du prolétariat - furent tantôt inclus tantôt exclus de la tradition républicaine. Aussi la NAR a-t-elle été obligée de rappeler publiquement qu'il n'y avait qu'une définition positive de la République - le souci du bien commun dans le respect de l'Etat de droit - qui ne peut permettre le rejet automatique des royalistes.

Cette exclusion est d'autant moins fondée que le président de la République souhaite que nul ne soit exclu de la majorité présidentielle. Il l'a montré en 1988 en invitant Bertrand Renouvin à représenter notre mouvement dans son comité national de soutien.

François Mitterrand serait-il moins bon républicain que M. Zuccarelli ?

Injustifiable sur le fond, la querelle que nous fait le président des radicaux de gauche n'est pas plus sérieuse quant à la décision invoquée. Au cours d'un entretien téléphonique avec notre directeur politique, Jean-Pierre Soisson a tenu à préciser qu'il souhaitait l'entrée de la Nouvelle Action royaliste dans la «France unie» et que la prétendue réunion de la coordination nationale concluant au rejet de notre mouvement n'avait jamais eu lieu.

Fin d'une mauvaise querelle ? C'est ce qu'il faut espérer.

Sylvie FERNOY

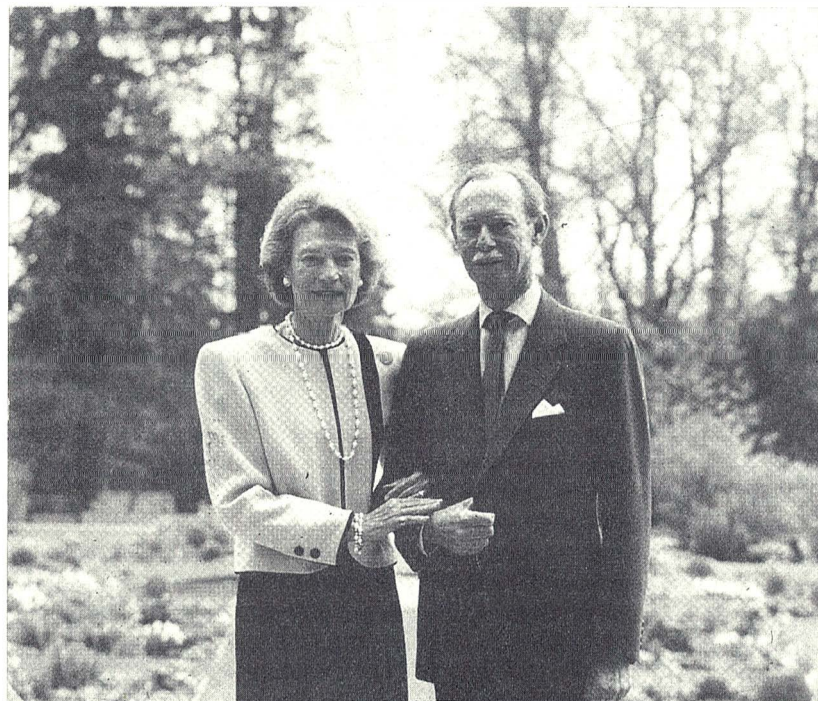
Grand-Duc

Le Luxembourg à la proue de l'Europe

La devise du Grand-Duché énonce fièrement : « *Mir woelle bleive wat mir sin* », ce qui signifie : « nous voulons rester ce que nous sommes ». L'exaltation des valeurs nationales a trouvé son écho dans de grandes célébrations. En 1989, le pays célébrait le cent-cinquantième de son indépendance ratifiée par le traité de Londres de 1939. Et cette année, on fête le centième anniversaire de la dynastie. Il y a en effet cent ans, le 9 novembre 1890, que le duc Adolphe de Nassau-Weilbourg devenait Grand-Duc de Luxembourg, mettant fin ainsi à l'union personnelle du Luxembourg à la couronne des Pays-Bas. Aux termes du pacte familial des Nassau, la reine des Pays-Bas, Wilhelmine d'Orange-Nassau, ne pouvait monter simultanément sur le trône grand-ducal. Au cours de l'ouverture des festivités par l'inauguration d'une exposition au Musée d'Etat, le premier Ministre Jacques Santer souligna à juste titre que « *la nouvelle dynastie s'est identifiée de suite avec les intérêts du pays ... tenant haut le flambeau de l'indépendance aux moments les plus sombres de ce siècle* ». Qu'on se souvienne alors des volontés annexionnistes belge ou française en 1919, nazie en 1940, et aussitôt l'équation « dynastie égale indépendance » s'impose avec évidence. C'est autour de sa famille grand-ducale que les Luxembourgeois ont, au cours de ce siècle écoulé, trouvé le point de rassemblement, de convergence pour la défense de leur identité, de leur culture et de leur langue.

Si les célébrations du Centenaire ont été voulues grandioses - notamment par la visite officielle des souverains néerlandais les 8 et 9 décembre - c'est sans nul doute pour témoigner du triomphe du caractère luxembourgeois,

L'année dernière, le Grand-Duché de Luxembourg fêtait son cent-cinquantième d'indépendance. En ce mois de décembre 1990 c'est le centenaire de la dynastie nationale qui est à l'honneur. Des anniversaires symboles d'une indépendance chèrement gagnée. Et qui mettent d'autant mieux en relief le plaidoyer européen que le grand-duc Jean vient de prononcer devant le parlement de Strasbourg.



s'inscrivant légitimement dans le concert européen. Le luxembourgeois est aujourd'hui langue officielle, la place du Grand-Duché dans le monde est reconnue et respectée, et surtout, sa contribution à la construction européenne est exemplaire. Symbole vivant de la pérennité des valeurs nationales et de la vivacité du sentiment identitaire, le souverain luxembourgeois disposait d'une exceptionnelle liberté de pensée pour s'exprimer devant les membres du Parlement européen, réunis à Strasbourg le 22 novembre dernier.

Le chef du plus petit des douze Etats européens s'adressait aux représentants élus de 340 millions de citoyens. Un discours dense et

qui semble initier un mouvement que le grand-duc qualifie de « deuxième renaissance de l'Europe » au lendemain de la « Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe » de Paris, sonnant la fin de 45 années de division et de guerre froide.

Pour le Luxembourg, l'Europe est une vocation. « *Un choix naturel*, précisa le souverain, *parce que pays de transition situé au point de rencontre de deux cultures* ». Très tôt - et même avant les autres membres de la Communauté - le Grand-Duché a fait le pari de l'Europe. Le pari était risqué puisque, dès 1952, le pays engageait tout son potentiel sidérurgique dans la CECA, première entité supranationale ima-

ginée par Jean Monnet. Sans restriction le pays s'est engagé dans la voie de l'Europe, non sans audace puisque - comme le rappelle le Grand-Duc - la capitale s'est dotée d'un complexe européen qui emploie aujourd'hui plus de vingt mille fonctionnaires !

Parlant le langage de la franchise, le monarque devait affirmer qu'aujourd'hui tout discours nationaliste au sein de l'Europe serait illusoire : les problèmes dépassent les frontières des pays, les solutions aussi. Pour lui, les réponses aux questions d'environnement, de cadre de vie, de santé, de couverture sociale, ne sauraient plus être aujourd'hui exclusivement nationales alors que la libre circulation des biens et des gens est assurée dans les douze pays de la communauté. Lutte contre la drogue, lutte contre la criminalité, lutte contre l'immigration clandestine : à quoi servirait de les concevoir en termes nationaux ?

Dans le même temps, Jean de Luxembourg manifeste un souci de préserver l'identité propre de son pays. « *La diversité est tout le contraire de l'uniformité. L'union suppose le respect des traditions politiques et culturelles de tous ses membres. Le Luxembourg apparaît à ce titre comme un exemple à méditer : les nationalités, les cultures, les langues et les tempéraments caractéristiques de tous les pays de notre Communauté s'y côtoient. Cela n'a pas empêché le Luxembourg de façonner son destin à sa manière, et de rester une nation avec son identité propre* ». Certes il n'est pas simple de faire face à ce double défi - communautaire et national. A la veille d'assumer la présidence du conseil des Ministres européens, le Luxembourg réfléchit à la préservation des équilibres nationaux au sein de l'Europe. La réunification alle-

L'Angleterre n'est plus une île !

mande donne plus d'urgence encore au problème. Et au Grand-Duché il n'est pas rare d'entendre prôner la création d'un système bicaméral, avec un sénat à l'américaine où chaque Etat - quelle que soit sa taille - enverrait siéger deux représentants ...

Le succès de la construction européenne n'est pas sans menace car « *la formidable force d'attraction que représente l'Europe* » est lourde de « *risques de tensions futures d'une intégration aléatoire de vagues d'immigrants des anciens pays de l'Est* ». Aussi le souverain luxembourgeois tient-il à la fois un discours d'ouverture de l'Europe vers l'Est et de solidarité avec tous les peuples qui tendent la main à la Communauté, notamment le tiers monde. « *Je suis convaincu que l'Histoire nous jugera sévèrement si nous devons nous comporter comme un club de privilégiés* ».

Le dynamisme est à l'ordre du jour. La solidarité aussi comme juste rançon d'une communauté qui s'est révélée « catalyseur et aimant ». Et la voie de la réussite passe inéluctablement par l'union. Chassant les querelles stériles qui ralentissent le cheminement de l'Europe, le Grand-Duc devait en conclusion rappeler au parlement sa mission essentielle : « *Aucun de nos États - fût-il puissant - n'est en mesure d'agir seul face aux défis de l'heure. Notre Communauté avec les institutions et les instruments qui ont fait leur preuve, est en revanche capable, si elle s'en donne les moyens, de proposer aux six milliards d'êtres humains un modèle d'avenir fait de solidarité et de dignité, un avenir qui s'articulera sur la justice sociale, le respect des libertés et des droits fondamentaux de la personne humaine* ».

Frédéric DELPECH

Depuis le 1er décembre, parce que le tunnel sous la Manche a été percé, ou depuis le 21 novembre par la démission de Mme Thatcher, l'Angleterre n'est plus une île. Les intérêts britanniques se feront désormais plus redoutables dans la Communauté.

Mme Thatcher est tombée à la veille des deux conférences intergouvernementales réunies à Rome à la mi-décembre qui doivent redessiner l'Europe communautaire d'ici la fin du siècle. Elle a été sacrifiée par les siens parce qu'elle constituait un « risque sérieux pour l'avenir de la nation britannique », ainsi que n'a pas hésité à le dire son ancien second, sir Geoffrey Howe, au moment de sonner l'hallali.

Elle avait pourtant bien servi jusqu'à présent en faisant économiser au Trésor et au contribuable britanniques dix milliards de livres sur la décennie où elle fut premier ministre en plafonnant en 1980 puis en 1988 la contribution de Londres au budget de la Communauté. Mais ce qu'elle a ainsi gagné, elle l'a perdu en influence au sein du continent. « Pour la Communauté, c'est dommage. Pour les Anglais, c'est une tragédie », écrit The Economist.

Le complot n'est pas venu du continent qui, finalement, s'accommodait assez bien de cette faiblesse, les uns parce qu'elle disait tout haut ce qu'ils pensaient tout bas, les autres parce qu'elle leur servait de repoussoir. L'Angleterre de John Major sera donc autrement redoutable que celle de la Dame de fer. On s'en était aperçu dès le lancement du plan Major d'« écu lourd » : la moindre idée alternative au plan Delors faisait aussitôt s'effriter le consensus des onze qui ne tenait que grâce à la démonisation de Mme Thatcher habilement orchestrée par Jacques Delors. Celui-ci n'a qu'à bien se tenir. Ce sera plus sain pour le débat communautaire.



■ Bye, bye Maggy ...

Mais avec John Major, c'est la City qui revient en force. La monnaie unique suppose que la Bundesbank accepte de partager son pouvoir. La monnaie commune, l'« écu lourd », c'est la concurrence des places financières pour le placement de cette monnaie avec avantage à la City d'autant que le mark, aspiré par l'Est, fera figure de provincial.

L'autre risque pour Londres était que Washington en vienne aussi à privilégier l'Allemagne comme interlocuteur en Europe. La cote d'alerte fut dépassée lorsque Mme Thatcher à Rome fut incapable de faire inscrire à l'ordre du jour du conseil européen

la question des protections agricoles débattues au sein de l'Uruguay Round. Elle ne pouvait plus honorer son contrat avec les Etats-Unis. Elle ne leur servait plus à rien. Il fallait redonner une crédibilité au bon vieux cheval de Troie. John Major est allé à Washington il y a un an comme secrétaire du Foreign office pour vendre le produit Europe mais en même temps pour s'introniser médiateur de l'Amérique dans la nouvelle Europe.

Major, incarnation de la nouvelle génération, n'aura pas les mêmes appréhensions que ses aînés vis-à-vis de l'Allemagne. Il saura la comprendre et travailler avec elle sans arrière-pensées. Les Français aussi auront à prendre garde. Sous couvert de rééquilibrer l'Allemagne unie au risque de distendre ou banaliser la relation spéciale entre Bonn et Paris, on pourrait bien préparer une nouvelle relation anglo-allemande favorisée à Bruxelles par un successeur de Delors qui serait ou belge ou néerlandais.

Contrairement aux apparences, le parti conservateur n'est pas profondément divisé sur l'Europe. Pros et antis ne sont qu'aux marges du parti. Le pouvoir de Thatcher tenait à l'illusion d'une telle division. Sa succession ne doit pas être interprétée comme le renversement d'une tendance par une autre ni comme un compromis entre les deux ou une simple passation de consignes à un dauphin désigné, qu'auraient incarné respectivement un Heseltine, un Hurd et un Major. C'est le retour en force de l'influence anglaise en Europe, par un retour aux sources du Torysm comme parti de la nation (One Nation). Le débat européen qui s'ouvre à Rome sera plus positif, plus constructif, mais aussi sans illusions ni fausses facilités.

Yves LA MARCK

André Grjebine

Limites et dangers l'orthodoxie économique

● **Royaliste : Que pensez-vous de la politique économique actuelle ?**

André Grjebine : L'échec flagrant des projets fortement teintés d'idéologie que ce soit le programme commun de la gauche avant 1981 ou le projet libéral de 1986 incitent les gouvernements à la prudence. On est entré dans une phase de « moins-disant » politique. Les hommes politiques de gauche comme de droite craignent de s'aventurer en terre inconnue en proposant un projet global. En l'absence de projets clairement affirmés, il n'y a plus de véritable débat. Par-delà des désaccords purement politiques, tel le rejet de la contribution sociale généralisée par des hommes de droite dont certains en avaient eux-mêmes soutenus l'idée auparavant, on observe un consensus mou sur une sorte de « plus petit commun dénominateur » de la classe politique. Malheureusement, en matière de politique économique, ce consensus s'établit autour des dogmes véhiculés par l'orthodoxie ambiante.

Or, la situation de l'économie française est loin d'être satisfaisante : le chômage atteint encore près de 9% de la population active, et notre appareil industriel, malgré certaines entreprises très performantes, continue à « battre de l'aile » avec pour conséquence une nette détérioration de notre solde industriel avec l'étranger.

● **Royaliste : Quels sont ces dogmes auxquels vous faites référence ?**

André Grjebine : Je vais vous citer deux exemples pour illustrer mon propos. Le premier concerne la politique menée vis-à-vis du Franc. On s'est engagé, pour des raisons politiques qui ont trait à la volonté de construire l'Europe, dans un processus qui me semble assez dangereux. Non seulement nous renonçons à notre

souveraineté en matière de politique monétaire et budgétaire, mais surtout, nous le faisons au profit d'une construction qui tourne résolument le dos aux acquis du keynésianisme. Nous sommes en train de construire une Europe « hooverienne », du nom tristement célèbre du Président américain Hoover qui a été balayé par Roosevelt en 1933, devant son incapacité à sortir les États-Unis de la crise.

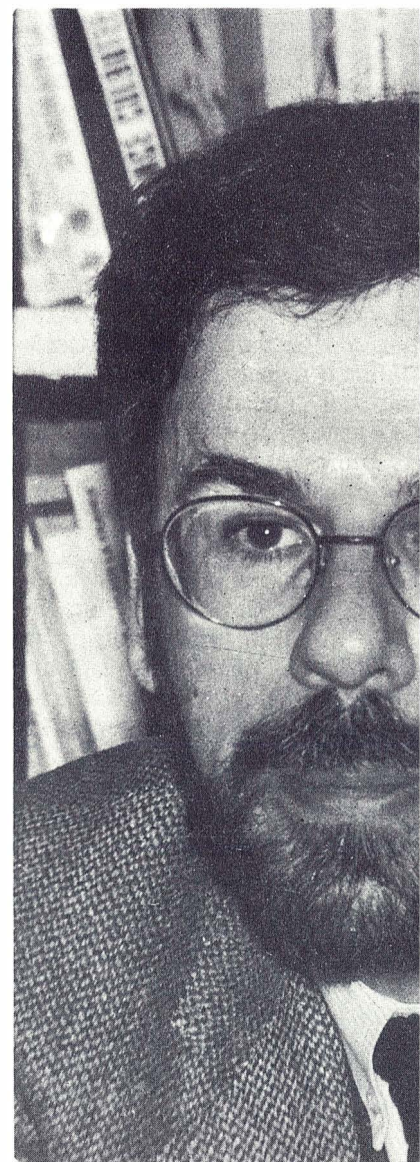
Dans un premier temps, la France a abandonné de facto l'arme de la dévaluation pour défendre une parité rigoureusement fixe avec le mark. Cette stratégie a été adoptée sans en mesurer le coût pour la France et les autres partenaires de l'Allemagne. Pour que les monnaies de pays ayant des structures économiques et sociales foncièrement différentes évoluent exactement au même rythme, il faut que les pays les plus faibles réduisent leur croissance et acceptent un chômage beaucoup plus important que les pays les plus forts. Personne n'a démontré les avantages de cette stratégie, y compris dans l'optique de la construction européenne, par rapport à une stratégie différente qui aurait consisté, par exemple, à laisser les différents pays évoluer à des rythmes différents, éventuellement en recourant à l'arme de la dévaluation, ne serait-ce que pour que les plus faibles, comme l'Irlande ou même la France, rattrapent les plus forts, l'Allemagne ou les Pays-bas.

On a enterré ce débat, essentiellement pour des raisons psychologiques. Dire que l'on défend le Franc, cela fait viril. Quand, devant les téléspectateurs, le ministre des finances affirme, sur un ton martial, que, coûte que coûte, il défendra le Franc, cela impressionne : quel courage ! quelle détermination ! M. Barre et les autres défenseurs de l'orthodoxie économique applaudissent des deux mains.

En revanche, un gouvernement qui n'afficherait pas la défense du Franc comme une priorité, aurait mauvaise presse, même si à terme les résultats obtenus pour l'économie française étaient bien meilleurs.

● **Royaliste : L'idée d'instaurer une banque centrale européenne indépendante ne répond-elle pas à la même logique ?**

Né en 1948, André Grjebine est Docteur d'Etat ès sciences économiques. Chercheur à la Fondation nationale des Sciences politiques il enseigne également à l'I.E.P. Il a publié plusieurs ouvrages que *Royaliste* a déjà présentés. Son prochain livre « *La politique économique ou la maîtrise des contraintes* » paraîtra en février au Seuil. Nous sommes heureux de l'accueillir aujourd'hui à nouveau dans nos colonnes.



de nique

André Grjebine : Tout à fait et c'est mon second exemple. Là aussi, «l'indépendance», cela sonne bien.

On pense au Conseil constitutionnel ou aux organismes, qui dans certains pays, gouvernent l'audio-visuel. Dans cette perspective, on estime qu'une autorité indépendante chargée des problèmes monétaires ne pourrait être qu'une bonne chose. Mais on oublie que l'indépendance dont il s'agit,

c'est l'indépendance de hauts fonctionnaires qui sont institutionnellement «irresponsables» dans la mesure où ils n'ont pas à répondre de leurs actes devant des électeurs. Les expériences de la Bundesbank allemande comme de la Fed américaine montrent que de tels dirigeants tendent à privilégier la défense de la monnaie, quitte à sacrifier la croissance économique et l'emploi. Au niveau européen, ils y seront du reste conduits par les statuts mêmes de l'Eurofed tels qu'ils sont élaborés actuellement. Ces statuts prévoient, en effet, d'assigner comme objectif à l'Eurofed le maintien de la valeur de l'écu et la lutte contre l'inflation, en ignorant le chômage et la croissance économique.

Voilà un second type d'engagement qui me paraît extrêmement dangereux et sur lequel il aurait fallu réfléchir davantage. Il en est ainsi, également, de la monnaie unique, idée très en vogue chez nos gouvernants. Son adoption, vers laquelle nous nous dirigeons, lentement certes, mais les évolutions se font toujours par étapes et il est très difficile ensuite de revenir en arrière sans provoquer de chamboulement, aura pour conséquence de nous amener à renoncer à toute politique monétaire autonome, mais aussi à toute politique budgétaire autonome. En effet, même si cela n'est pas dit explicitement, dans le cadre d'une monnaie unique, si un gouvernement, pour relancer son économie, mène une politique budgétaire expansionniste plus forte que ses collègues européens, cela fera mauvais effet sur les détenteurs de capitaux. Il s'en suivra une fuite des capitaux vers des pays considérés comme «plus sages», et cette fuite des capitaux contraindra le gouvernement en question à revenir dans le droit chemin de l'orthodoxie économique. Cette évolution me semble préoccupante et je déplore qu'on n'en ait pas discuté davantage.

● **Royaliste :** Que pensez-vous des reproches faits par Edith Cresson à Roger Fauroux à propos de la pertinence de la politique industrielle du gouvernement Rocard ?

André Grjebine : Cela prolonge les problèmes que nous venons d'aborder concernant l'Europe. La construction monétaire européenne c'est comme le mariage : ce n'est ni une bonne chose, ni une mauvaise chose

en soi, cela dépend avec qui on se marie. Il se trouve que la construction européenne se fait avec l'Allemagne, laquelle a des obsessions qui ne me paraissent pas de bon augure.

La première de ces obsessions c'est la lutte contre l'inflation. Je ne suis pas particulièrement favorable à l'inflation, mais je ne crois pas qu'il faille en faire la seule priorité d'une politique économique.

Cela dit, je crois que c'est une bonne chose d'avoir une stratégie industrielle européenne, reste à savoir s'il s'agit d'une stratégie véritablement européenne ou de l'alliance de groupes européens entre eux ou encore de l'alliance de tel ou tel avec un groupe japonais, par exemple. A ce sujet, on peut se demander, si l'Angleterre ne joue pas le rôle de cheval de Troie du Japon au sein de l'Europe. Edith Cresson a eu raison de marquer le coup sur ce problème là.

● **Royaliste :** Vous parliez tout à l'heure des grands problèmes fondamentaux qui se posent à l'économie française : le chômage et la faiblesse de notre appareil industriel. Quels outils de politique économique sont efficaces pour remédier à ces deux fléaux ?

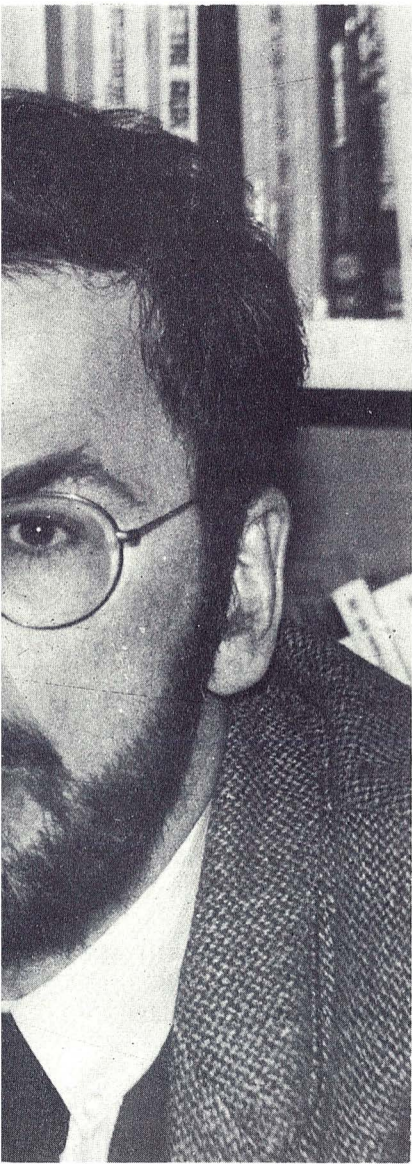
André Grjebine : Une idée est au cœur de toutes les politiques économiques françaises depuis le gouvernement de Raymond Barre, à l'exception de la parenthèse des années 1981-1982. Elle consiste à dire qu'une politique économique fondée sur de trop fréquentes dévaluations, facilite la vie aux entreprises qui, dès lors, ne font pas les efforts nécessaires pour se restructurer et «se muscler». Mais, pour ce faire, il ne suffisait pas de «déréglementer». Il fallait imposer au patronat une réforme profonde des entreprises. Or, la seule chose qui a été faite en la matière, c'est les lois Auroux qui, non seulement sont bien timides par rapport à ce qui se fait en Allemagne et, a fortiori, dans les pays scandinaves, et qui, de surcroît, ne sont même pas toujours observées. Et là, je ne rends pas la gauche entièrement responsable. Autant il était naturel que la gauche fasse entendre un discours plus exigeant aux syndicats, ce qu'elle a fait ; autant je pense que c'était à la droite et au gouvernement Chirac qu'il incomrait d'imposer au patronat des réformes profondes au sein des entreprises, ce qu'il n'a pas fait, de toute

évidence, entre 1986 et 1988, pas plus que M. Barre ne l'avait fait quand il était à Matignon.

Ceci dit, s'il est clair qu'une économie, pour être plus compétitive, doit être plus flexible, il faut s'entendre sur le type de flexibilité que l'on entend privilégier. Il y a deux grandes conceptions de la flexibilité qui s'opposent. L'une, de type libéral, prévaut aux États-Unis où on peut, quasiment du jour au lendemain, licencier des salariés, mais aussi, éventuellement, des dirigeants d'entreprise. Cette approche brutale assure incontestablement une grande flexibilité. Mais, elle a deux inconvénients majeurs. Tout d'abord, elle ne favorise guère l'adaptation de la main d'œuvre. Elle ne fait rien pour que les salariés dont la formation ne convient pas aux besoins du marché du travail à un moment donné, puissent s'adapter. Cela contribue peut-être à expliquer les failles de l'industrie américaine. Cette stratégie multiplie donc les laissés-pour-compte, les exclusions et, par voie de conséquence, les troubles sociaux qui dégénèrent parfois en émeutes.

Le second type de flexibilité, propre aux pays scandinaves et à l'Allemagne, est fondée sur le consensus social et privilégie l'adaptation de la main d'œuvre. L'objectif de cette politique, clairement défini en Suède dès les années cinquante, n'est pas que les entreprises mal gérées survivent, mais que les salariés de ces entreprises soient récupérés par l'Etat, recyclés et embauchés par les entreprises les plus performantes, de manière à ce que ces dernières aient en permanence une main d'œuvre adaptée à leurs besoins. Il s'agit d'une politique très coûteuse mais aussi très rentable, car il y a une adaptation permanente de la main d'œuvre. On trouve la même logique en Allemagne avec une différence fondamentale, puisque ce qui est fait par l'Etat en Suède, est réalisé par les entreprises en Allemagne. Dans cette optique, la cogestion joue outre-Rhin un rôle essentiel en facilitant les relations sociales au sein des entreprises et en responsabilisant les syndicats. Il est curieux d'observer que tout en se référant sans cesse au «modèle allemand», aucun de nos gouvernements n'a songé à l'imiter sur cet aspect fondamental de la réussite allemande.

**Propos recueillis
par Patrice Le Roué**



Stade

Zéro

Avant d'aller à Roland-Garros, avant d'ouvrir sa télé pour regarder des joueurs se faire des bises ou grimper aux grilles quand ils ont réussi à tromper un malheureux gardien, avant de se bigorner pour l'honneur de l'O.M. ou du P.S.G., il faut lire le pamphlet allègre et libérateur que Guillaume Fabert consacre aux fausses vertus du sport.

Les lecteurs de *L'Equipe* (par exemple Jacques Delors) verront dans ces pages un acte sacrilège. Mais le sacrilège est nécessaire quand la religion est factice, quand les valeurs sont pourries, quand le discours des bien-pensants est démenti par leurs pratiques quotidiennes.

Il fallait dire que le sport de compétition détruit les corps et enlaidit les visages - quand il ne conduit pas à une mort précoce. Il fallait dire que la morale sportive masque (de plus en plus mal) les malversations financières et l'arbitraire des patrons de fédérations, rappeler que son universalisme et sa fraternité de pacotille sont chaque semaine démentis par la violence sur les stades et par la xénophobie, et mettre en évidence la bêtise absolue du commentaire sportif.

Le sport qu'on montre et dont on parle n'est qu'une industrie, une manipulation éhontée et meurtrière des corps dopés, une imposture et un délire. Préférons, avec Guillaume Fabert, cet alpiniste yougoslave qui a gravi, seul et sans oxygène, une des plus redoutables pentes de l'Himalaya...

Y.L.

Guillaume Fabert, *Les Z'héros du sport* - Ed. Régine Deforges - Prix : franco 85 F

**Minitel 36 15
AGIR.NAR**

Centenaire

En mémoire de Victor Serge

Engagé dans l'aventure révolutionnaire de notre siècle, Victor Serge est un grand écrivain de langue française, d'une lucidité exemplaire.



Pourquoi lui rendre hommage dans un journal qui exprime une tradition politique étrangère à la sienne ? Par ce que Victor Serge s'est engagé dans le mouvement libertaire avant 1914, puis dans la révolution bolchevique, puis dans l'opposition de gauche au stalinisme par souci de justice et de liberté. Parce qu'il sut, tout au long de sa vie, rester d'une lucidité exemplaire sur ses engagements, et rompre quand il le fallait tout en restant fidèle à lui-même au prix de persécutions qui n'ont pas cessé jusqu'à la fin de sa vie. Parce qu'il demeure un témoin passionnant de l'histoire du mouvement ouvrier, un de ceux qui nous permettent de la revivre et de la comprendre dans son ambition, dans ses errements et dans ses tragédies. Parce que ses mémoires, ses romans et ses articles - y compris ceux de l'austère revue de l'Internationale communiste (1) - révèlent un remarquable écrivain.

Malgré ces qualités éminentes, Victor Serge demeure un réprouvé. Les anarchistes lui reprochent d'avoir rejoint Lénine et Trotsky, les représentants officiels du communisme ne

lui pardonnent pas son opposition à Staline, ne parlons pas des socialistes qui ont d'autres soucis en tête... Non, décidément Victor Serge n'est pas à la mode - d'ailleurs l'a-t-il jamais été ? Mais il finira bien par sortir du purgatoire littéraire et, pour hâter sa redécouverte, il importe d'en parler.

Que lire de celui qui naquit à Bruxelles sous le nom de Victor Lvovitch Kibaltchitch qui indique son ascendance russe ? D'abord les *Mémoires d'un révolutionnaire* peut-être encore disponibles chez l'éditeur (2). D'abord anarchiste, tendance individualiste, Victor Serge donne une description fidèle et colorée des combats libertaires dans le Paris de la prétendue Belle Epoque jusqu'à ce qu'il soit lui-même injustement soupçonné d'être mêlé à la Bande à Bonnot et condamné, sans preuves, à plusieurs années de prison. La Révolution de 1917 le fait revenir dans sa patrie d'origine où il connaîtra les années de guerre civile, puis l'étouffement bureaucratique de l'espérance révolutionnaire et la dictature montante. Contre les staliniens, il sera dans l'opposition de gauche aux côtés de Trotsky, arrêté pour ce « crime »,

déporté, puis libéré grâce à l'intervention de quelques intellectuels, dont André Gide. Revenu en France, toujours pourchassé par la police secrète de Staline, il devra se réfugier en 1940 au Mexique qui sera sa dernière terre d'asile et d'exil.

Ceux qui, à gauche, ont connu Victor Serge avant la guerre ne pouvaient rien ignorer de ce qui se passait en Union soviétique : ni la révolution trahie, ni le système de terreur, ni la bêtise bureaucratique, ni la persécution des plus purs, dont beaucoup choisirent de se suicider. Sans recourir aux clichés habituels, sans le moindre usage de la langue de bois marxiste, Victor Serge raconte et analyse cette immense tragédie et fait revivre, en excellent portraitiste, les grandes figures qui l'ont marquée.

Et certains osent prétendre qu'ils ne savaient pas avant Soljenitsyne, ou avant le grand effondrement de 1989 ? Pourtant, bien avant que Koestler publie *Le Zéro et l'infini*, Serge avait écrit *S'il est minuit dans le siècle* (chez Bernard Grasset en 1939) où se trouve décrit et dénoncé ce qu'on appellera plus tard le Goulag (3). Et bien avant les « révélations » des années soixante-dix, il avait dévoilé, dans *L'Affaire Toulaev* (4), les mécanismes de la terreur stalinienne. Victor Serge, toujours lucide et passionné, aussi attentif aux êtres qu'aux convulsions de l'histoire - tel que le révèlent une dernière fois ses carnets (5). De livre en livre, malgré la distance créée par les idées et les engagements, il vous deviendra fraternel.

B. LA RICHARDAIS

(1) cf. ses *Notes d'Allemagne* (1923), La Brèche, 1990. Préface de Pierre Broué

(2) Ed. du Seuil, 1965.

(3) Réédité au Livre de Poche, 1976.

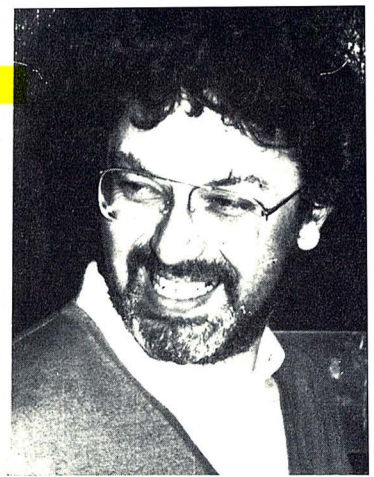
(4) Réédité au Livre de Poche, 1978.

(5) *Carnets* (préfacés par Régis Debray), Actes Sud, 1985.

Jules Michelet

Visionnaire de l'Histoire

■ Gérard Leclerc.



La grande et minutieuse biographie qu'Eric Fauquet vient de consacrer à l'historien le plus célèbre de la culture républicaine nous permet de mieux comprendre l'économie interne de l'œuvre, sa maturation, son éclosion. Ce prophète n'a pas saisi tout de suite la génératrice de l'histoire ou la mystique qui lui est liée. Avant d'être ce « Jules Verne mystagogue et sociologue » que dénonçait la vigilance antidémocratique de Maurras, Michelet fut reçu aux Tuileries de Charles X puis à celles de Louis-Philippe. Ce n'est pas qu'il ait été réellement monarchiste. Il faisait son apprentissage dans la société, et son ambition voulait qu'elle fut la plus haute. Nul arrivisme mesquin dans sa démarche, mais une conviction née d'une vocation intellectuelle qui se voit offrir très vite les portes de la gloire. Lui, le fils du très modeste et impécunieux imprimeur, va compter parmi les dix professeurs d'histoire que compte Paris. Le voilà bientôt enseignant à Normale. La révolution de 1830 en fera le chef de la section historique des archives du royaume. Il ne lui restera plus qu'à accéder au Collège de France et à l'Académie des sciences morales et politiques.

Sa carrière aurait pu se prolonger dans la politique au-delà de la révolution de 1848, mais son magistère intellectuel lui suffit amplement. Pour le comprendre, il faut entrer de plain-pied dans sa formation d'esprit qu'Eric Fauquet résume en quelques faits : « On apprend ce qu'il convenait de savoir depuis Voltaire, sur Locke et sur Condillac; en outre, la mode est à la philosophie écossaise. Et la question que se posaient les jeunes gens, la même que celle de la génération précédente, les Benjamin Constant, les Staël, était : comment renouer le fil de l'histoire par dessus l'inhumaine Terreur ? » L'originalité propre à l'historien est liée à une découverte capitale, celle de Vico dont il traduira la *Scienza Nuova*. Sans doute, peut-on discuter sérieusement son interprétation et d'abord les censures qu'il impose au maître-livre. Pour Pierre Boutang, ce sont surtout des contre-sens qui émergent de cette découverte pourtant essentielle. Retenons ce qu'il en apprend : « Définir l'histoire universelle comme la saisie des histoires particulières (des peuples) qui suivent des lois générales visibles dans la politique et dans le langage. Ainsi la science nouvelle « est tout à la fois la philosophie et l'histoire de l'humanité ». Philologique, symbolique, providentialiste (elle suit une loi des trois états), elle explique le droit et les lettres ».

Pourtant, le temps cyclique de Vico sera vite récusé, au profit du « millenium, le jugement dernier, dont l'historien est le juge ». Nous tombons ainsi sur le fil conducteur qui traverse toute l'œuvre jusqu'à *La Bible de l'humanité* qui devait répondre à *La Vie de Jésus* de Renan. Même si ce livre n'eut pas de succès et ne fonda pas une nouvelle religion, il thématise une pensée qui soutient bien des analyses partielles et nous éclaire sur les ressorts du prophétisme de Michelet. S'il se montre insatisfait du socialisme de Pierre Leroux et de son humanité sans au-delà, s'il reproche à son ami Edgar Quinet de s'intéresser trop exclusivement aux formes de l'histoire des religions, s'il répudie l'abstraction hegelienne et le déterminisme de Cousin, c'est qu'il se réfère à l'auto-accomplissement de l'humanité dont la nature profondément religieuse suppose un dépassement du christianisme. Il l'avait déjà montré à propos du Moyen Âge : « Le fils avait d'abord cédé la place au Saint-Esprit ; ensuite le Saint-Esprit avait cédé la place à la Vierge, c'est-à-dire la nature ; de la mort inévitable du Moyen Âge était née la Renaissance, une nouvelle religion civique en quelque sorte ».

Voilà qui ressemble étrangement au message d'un certain Joachim de Flore dont Eric Fauquet ne nous dit rien, mais que le car-

dinal de Lubac a montré bien présent dans la tête et l'œuvre de Michelet. N'a-t-il pas écrit très explicitement : « *Le Moyen Âge finit au treizième siècle, quand un hardi mysticisme, dépassant la critique même, déclare qu'à l'Évangile historique succède l'Évangile éternel, et le Saint-Esprit à Jésus* ». Il faut lire là-dessus tout le chapitre consacré à Michelet dans *La postérité spirituelle de Joachim de Flore*, (édit. Pierre Lethielleux) et qui nous dit tout ce qu'il faut savoir de l'attitude intérieure que cette adhésion au joachisme détermine. Michelet a été fort proche de la pratique religieuse, il s'en est éloigné jusqu'à progressivement concevoir une véritable aversion pour l'Eglise elle-même. Celle-ci culminera dans sa colère du cours contre les Jésuites (l'Eglise est devenue « un sépulcre vide que les Jésuites ont sali »).

Sur cette bataille des Jésuites, Eric Fauquet donne des précisions intéressantes. Elle correspond à un renouveau sensible de l'Eglise, au prestige de quelques grands catholiques libéraux, au réveil spirituel des séminaires. Mais les anticléricaux ne sont pas d'humeur à supporter cela. D'où une contre-offensive, menée spécialement devant l'auditoire étudiant enthousiaste du Collège de France, conjointement par les compères Michelet et Quinet, auxquels ont associé le poète polonais Mickiewicz qui est professeur de langue et de littérature slave. Étonnante conjonction, si l'on y songe malgré l'incontestable complicité des trois dans la préparation intellectuelle de l'insurrection des peuples en 1848. Sur ce point il faut aller chercher les renseignements chez Henri de Lubac qui écrit : « Les trois amis furent "touchés par le feu d'une nouvelle Pentecôte", c'est Mickiewicz lui-même qui l'a dit. - mais il ne s'agissait pas de la même ». Loin de vouer les Jésuites aux gémonies le grand poète, toujours resté fidèle à sa foi, entraînait quelques compatriotes à suivre avec lui les exercices de saint Ignace !

Il ne faut pas oublier cette page d'histoire lorsqu'on s'intéresse à la Pologne d'aujourd'hui et à son pape slave. On peut se retrouver communiant dans les droits de l'homme avec des compagnons de route « laïques » mais en restant toujours fidèles au christianisme authentique. Dans une large mesure, sans jamais renier le printemps des peuples, Mickiewicz est l'antithèse de Michelet, parce qu'il n'accepte jamais son pseudo dépassement du christianisme. Leurs deux œuvres suivent d'ailleurs des trajectoires étonnamment divergentes. *L'histoire de la Révolution* de Michelet consacre sa volonté farouche de voir disparaître le christianisme et il n'a pas (tout comme son ami Quinet) de propos assez durs pour stigmatiser les révolutionnaires qui n'ont pas eu assez de détermination pour mener à bien leur travail d'éradication.

Il n'en reste pas moins que l'auteur de *La Bible de l'humanité* est un esprit religieux à sa façon. Peut-être anticipe-t-il la religiosité du Nouvel Âge (New Age) qui exerce un si étonnant prestige dans notre ère postindustrielle. Cet esprit s'exprime aussi dans un style qui n'appartient qu'à lui et dont il lui est arrivé de regretter qu'il fût trop oratoire. C'est lui qui donne à son histoire le ton et le rythme d'une *épopée lyrique de la France*. Malgré des défauts et des ridicules, comment ne pas y reconnaître certaines beautés, notamment sur le Moyen Âge, avant qu'il ne se reprenne. Taine, qui ne cachait pas ses défauts, notait quand même que « les conclusions de son lyrisme divinatoire sont presque aussi exactes que celles de la patiente analyse et de la lente généralisation ». Bel hommage de la part de celui qui serait pour la Révolution l'anti-Michelet !

Gérard LECLERC

Eric Fauquet, *Michelet ou la gloire du professeur d'histoire*, Le Cerf, collection Passages, prix franco : 215 F.

Deniau romancier

Un héros très discret est bien évidemment un roman, c'est aussi une confirmation, celle de la maîtrise de J.-F. Deniau dans l'art de raconter. Un résultat d'autant plus remarquable que le sujet est mince pour ne pas dire ténu. Écrivant cela, je mesure l'ambiguïté du propos ; or je ne voudrais pas donner l'impression de réduire ce livre à un seul exercice de style, aussi brillant soit-il. L'histoire comblera le lecteur.

Albert Dehousse était un médiocre, coincé entre une mère abusive et une épouse doucement maternelle. Il avait entendu parler de la seconde guerre mondiale mais ne s'estimait en rien concerné par les événements. La Libération arrive ; un jour parmi ces jours troubles - le hasard - car Dehousse ne décide de rien, et la folle aventure commence. Ce terne représentant de commerce, par petites touches, va se métamorphoser en héros de la résistance, appelé à de hautes fonctions qu'il accomplira

Deux superbes romans qui s'ajoutent à une bibliographie encore modeste qu'on espère et souhaite voir longuement s'allonger pour notre plus grand plaisir.

d'ailleurs brillamment. La supercherie sera découverte. Le fameux grain de sable. Mais aucun chef d'inculpation ne pourra être délivré contre l'usurpateur car, habileté suprême, Dehousse n'a jamais menti, ou si peu, ce sont les autres qui ont cru. La moralité cependant sera sauve et l'on se prend à le regretter tant ce pseudo-héros, si sympathique, a su mettre avec habileté le lecteur dans sa poche.

Avec *L'Empire nocturne* J.-F. Deniau reprend avec originalité et humour le thème de l'homme qui veut être roi déjà illustré par Kipling, Raspail ou Schoendoerffer. Ce roman si différent de *La Désirade* (voir *Royaliste* n°522) n'est pas sans rappeler également l'histoire de N. Lafitte qui, aidé du fanatique Grüntli, a tenté lui aussi de fonder un royaume sur les côtes du Texas.

Nous sommes en 1947 au sein

d'une tribu Katchen dans la dense forêt de haute Birmanie. Claude Velle, jeune journaliste français, aidé par Rodriguez, un ancien de toutes les légions, a établi son autorité sur ces «sauvages» à peine touchés par la civilisation, c'est-à-dire le travail forcé, le coca-cola et le ventilateur. Le Français se heurte rapidement à Griffith Jones, vieux résident anglais malin, mais surtout à un Américain pasteur d'une religion aussi naïve qu'incertaine encombré d'une épouse rigide comme les dix commandements.

Le jour, la pseudo civilisation impose bien modestement ses règles et ses contraintes ; la nuit les Katchens coupeurs de têtes reprennent la plénitude de leur liberté. Velle qui a compris organise son royaume en conséquence. Deux autorités et le conflit est inévitable ; ce qui nous vaudra quelques épisodes particulièrement désopilants mais aussi tragi-

ques. Un jour hélas le roi s'avisera qu'il est plus agréable de boire un gin tonic glacé que l'eau tiède des mari-gots ou qu'il est plus aisé d'écrire ses proclamations face à une table plutôt qu'accroupi sur les talons. Et il y a la peau si douce de Fleur. C'est la fin, d'autant que tout comme Lafitte, victime du fanatisme de Grüntli, Velle le sera de celui de Rodriguez. «L'empire nocturne a trouvé encore plus sombre que lui».

L'échec clôt l'histoire. D'ailleurs tous les héros de Deniau échouent. Comment pourrait-il en être autrement avec ces splendides originaux aux idées aussi peu conventionnelles et tellement hors du temps, s'opposant aux conformismes de béton universellement établis. Une fois encore, J.-F. Deniau nous a fait rêver et on attend la suite avec impatience.

Michel FONTAURELLE

Un héros très discret, éd. Olivier Orban, prix franco : 107 francs.

L'Empire nocturne, éd. Olivier Orban, prix franco : 122 francs.

Jünger

I'Etat universel

Pour Jünger, l'humanité aborde une terre nouvelle qui sera réglée par un Etat universel. L'âge d'or serait pour demain.

A des lieues de l'aristocratique romantisme de *Sur des falaises de marbre*, c'est à une méditation sur l'évolution du monde que nous sommes conviés.

L'univers subirait une brutale accélération. Des points fixes, d'où

l'homme posait ses jugements, s'effondreraient et le libre arbitre serait menacé. Deux Etats, l'étoile blanche et l'étoile rouge, subsistent réellement. Ils présentent les mêmes caractères et manifestent le triomphe de l'organisation, dont témoigne par ailleurs l'uniformisation des sexes.

Cette transformation ne serait due que partiellement à la volonté des hommes. Un plan cosmique serait à l'œuvre. Nous serions à l'aube d'un saut qualitatif. L'Etat universel qui est à nos portes entraînerait la disparition des guerres et des contraintes étatiques qui ne sont pas naturelles. Loin d'être une catastrophe, il permettrait une épiphanie de l'homme. Le ton heideggerien du livre se renforce encore dans «la mobilisation totale» qui lui fait suite dans le même volume. Jünger y montre comment la guerre a permis l'arrondissement de la technique sur le monde.

On tombe facilement d'accord avec certaines analyses de l'auteur. Le cours de la science influe bien sur les rapports entre les nations ; les frontières n'ont plus le même sens depuis la

conquête de l'espace ; l'Etat imprime sa marque despotique sur la société, etc. On admire le brio de certains passages, tel le merveilleux parallèle entre les conservateurs et les anarchistes. Mais le texte soulève plus d'objections et d'inquiétudes qu'il n'appelle d'approbations. Quelle est cette force du Cosmos qui nous entraînerait ? A quel mythe sacrifie-t-on ainsi au-delà de la raison ? L'Etat universel serait-il l'avènement de l'homme ou au contraire la pointe de l'asservissement à l'organisation ? Il est permis d'être plus pessimiste que Jünger.

Julien ANTOINE

Ernst Jünger, *L'Etat universel - La mobilisation totale*, Gallimard, collection Tel, prix franco : 49 F.

COMMUNIQUÉ du 29 novembre 1990

A la suite des déclarations de M. Zuccarelli, président du M.R.G., qui prétend exclure les royalistes de la *"France unie"*, la *Nouvelle Action royaliste* communique :

- Un rassemblement qui s'intitule *"France unie"* ne peut, sans contradiction radicale, entériner une attitude sectaire qui conduirait à l'exclusion d'une des traditions politiques de notre pays.
- Ce rejet serait d'autant plus injustifiable que le président de la République a déclaré à de très nombreuses reprises que nul ne saurait être exclu de la majorité présidentielle.
- Le mot République ne peut faire obstacle à la présence royaliste puisque la République n'a cessé de se définir positivement comme souci du bien commun et par référence à l'Etat de droit.

Invitée par M. Soisson à rejoindre la *"France unie"*, la *Nouvelle Action royaliste* attend de celui-ci des éclaircissements quant à la nature et quant au fonctionnement du rassemblement qu'il anime.

PROVENCE MÉDITERRANÉE

Notre délégation régionale publie désormais une lettre périodique d'informations qui s'intitule « DÉBATS ». Les lecteurs de « Royaliste » et sympathisants de notre mouvement en Provence-Côte-d'Azur, qui désireraient recevoir cette lettre doivent écrire à « Royaliste » B.P. 2103 - 13204 Marseille cedex 01.

ERRATUM

Une faute d'impression des guillemets dans le dernier paragraphe de l'article « Tueurs de rois » dans le numéro 547 de *Royaliste* a malencontreusement attribué à l'auteur du livre des propos qui sont ceux de l'auteur de l'article. La citation de Pierre Chevallier ne contient que les mots : « Ce ne fut pas (...) pour des motifs religieux que les conventionnels décidèrent de mettre à mort Louis Capet ». Que les auteurs ainsi que nos lecteurs veuillent bien nous excuser.

COUPURES DE PRESSE

A nouveau, nous lançons un appel à nos lecteurs afin qu'ils nous transmettent spontanément tous les articles de presse (même les petites notules) où il est question de la N.A.R.. Ne pas oublier de mentionner le titre du journal et la date de parution.

Nous ne pouvons espérer avoir un livre de presse à peu près complet qu'avec l'aide de tous nos lecteurs.

Demande d'aide

Un jeune historien recherche pour sa thèse toute personne de plus de 70 ans qui accepterait de répondre à une enquête-questionnaire assez courte sur la presse des années 1925-1940.

Ecrire en indiquant vos nom et adresse au C.R.A. (Pascal Blanchard), 9 rue Malher, 75004 Paris.

Merci pour votre aide.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 19 décembre** - Animateur de la mission Banlieue 89 et directeur de la revue « Lumières de la ville », **Roland CASTRO** milite avec passion pour que le gouvernement se donne enfin les moyens d'une politique de la ville. La gravité de la situation dans les banlieues montre l'urgence d'une telle politique, dont Roland Castro nous exposera les conditions et les ambitions.

● **Mercredi 26 décembre** - Pas de réunion en raison des fêtes de fin d'année. Reprise le **mercredi 9 janvier**.

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « Royaliste ». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois format.

Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « Avec le comte de Paris, couronner la démocratie ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « Des Bastilles restent à prendre ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles): 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F - 340 ex. : 287 F - 500 ex. : 410 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

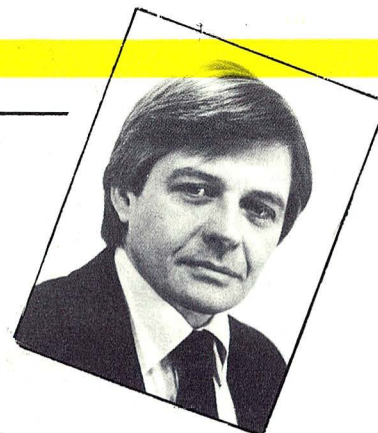
Adresse :

.....

.....

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



Réformer la constitution ?

A droite, au centre, à gauche, les responsables politiques expriment de temps à autre des projets de réforme de la Constitution. Sans doute ne sont-ils pas dénués de tout fondement : pour notre part, nous avons souvent souligné l'ambiguïté de la fonction présidentielle, qui oblige le chef de l'Etat à répondre à la double contrainte de l'arbitrage et de l'engagement, et la rivalité entre le Président et le Premier ministre qui nuit à la clarté et à la cohérence de l'action du «pouvoir exécutif». Existence donc de vraies questions. Que valent les réponses ?

La dernière suggestion en date consiste à supprimer le poste de Premier ministre, afin de régler définitivement l'opposition latente entre l'Elysée et Matignon. Faiblement étayée, cette solution paraît illusoire. Sans premier ministre, le gouvernement se trouverait privé d'un coordinateur nécessaire, et la cohérence de son action serait rapidement compromise. Dès lors, le chef de l'Etat se verrait contraint de s'impliquer de manière directe dans le travail du gouvernement et les arbitrages techniques rendus à ce niveau se feraient au détriment de la fonction arbitrale qui lui est dévolue par rapport à l'ensemble de la nation. La solution avancée renforcerait donc l'ambiguïté qu'elle vise à faire disparaître puisque le chef de l'Etat serait à la fois Président-arbitre en droit et premier ministre de fait.

QUINQUENNAT

Un autre projet, en forme de serpent de mer, concerne la réduction de la durée du mandat présidentiel qui permettrait, assure-t-on, d'écarter les périodes de «cohabitation» par la concordance entre les élections législatives et l'élection du chef de l'Etat. C'est là un pari qui risque

d'être perdu, car les électeurs ont pris l'excellente habitude d'établir une distinction nette entre la magistrature suprême et la représentation nationale. Mais surtout, le quinquennat détruirait tous les aspects positifs de notre Constitution :

- il priverait le pouvoir de son indépendance nécessaire. Porté au pouvoir par un parti, le Président n'aurait plus ni le temps ni la force de se libérer de celui-ci. La fonction présidentielle s'en trouverait réduite et peut-être détruite, le chef de l'Etat devenant une sorte de super-premier ministre - toujours confronté à la rivalité du chef du gouvernement ;

- il contredirait le souci de l'arbitrage, qui est la condition première de la justice sociale. Plus proche qu'aujourd'hui du parti qui l'a porté au pouvoir, très vite préoccupé par sa réélection, le chef de l'Etat quinquennal succomberait d'autant plus facilement aux séductions du clientélisme et de la politique partisane ;

- il nierait le principe d'unité puisque le président de la République serait plus que jamais l'élu des uns contre les autres, puisqu'il n'aurait plus la force ni l'envie de situer le pouvoir politique au-delà des logiques d'affrontement ;

- il détruirait la continuité, déjà insuffisante, dont nous disposons : l'expérience montre qu'il ne suffit pas d'un septennat pour accomplir un projet. Le mandat de cinq ans inciterait à une gestion au jour le jour, accompagnée d'une démagogie permanente ;

- il ruinerait toute idée de légitimité. Confondue avec les élections législatives, l'élection présidentielle perdrait peu à peu sa spécificité et la symbolique qui lui est propre. Nul doute que l'autorité du chef de l'Etat s'en trouverait diminuée et que, peu à peu, la présidence de la République redevenirait inconsistante, dans notre pays et aux yeux de l'étranger.

Reste la possibilité d'instituer un régime présidentiel sur le modèle américain, qui séduit nombre de politiques et de juristes depuis des décennies. Il s'agirait de mieux garantir la continuité de l'Etat par l'instauration d'une vice-présidence, d'éviter les conflits entre le législatif et l'exécutif par la séparation des pouvoirs (pas de droit de dissolution, pas de responsabilité du gouvernement devant le Parlement) et de parvenir à un meilleur équilibre en renforçant les droits du Parlement sans faire du chef de l'Etat une potiche. Ce beau schéma se heurte cependant à deux objections majeures :

- D'une part, la transplantation d'un régime politique est une opération délicate qui néglige trop souvent la coutume institutionnelle du pays imité, la symbolique qui lui est propre (ainsi le fondement religieux du système américain) et ses structures politiques - en l'occurrence le système bipartisan.

- Il faut d'autre part se souvenir que la France a fait par deux fois l'expérience d'un régime de séparation des pouvoirs, sous le Directoire et sous la II^e République. Comme les constitutions de l'An III et de 1848 ne prévoyaient aucun mode de résolution des conflits entre le législatif et l'exécutif, le coup d'Etat (18 Brumaire, Deux-Décembre) représentait la seule issue possible.

Alors ? Alors, comme nous l'avons dit cent fois, mieux vaut prolonger et accomplir que retrancher ou disjoindre : en matière d'arbitrage, de continuité, d'indépendance de l'Etat et d'équilibre entre les pouvoirs, les monarchies européennes d'aujourd'hui donnent des exemples à méditer, si l'on veut sortir des ambiguïtés et des contradictions qui affectent notre système politique.

Bertrand RENOUVIN